

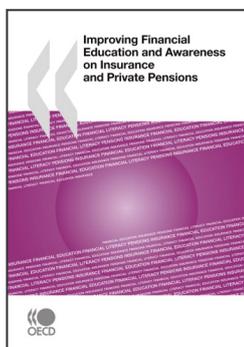
RÉSUMÉ

L'éducation financière est particulièrement importante en ce qui concerne l'épargne-retraite et spécialement pour les pensions, étant donné les caractéristiques particulières de ces produits financiers. Il s'agit en effet de contrats à très long terme s'adressant à un large pan de la société – et touchant notamment des consommateurs à faibles niveaux d'éducation et de revenus, et qui peuvent présenter une tolérance au risque très limitée. Par ailleurs, les pensions privées sont des produits particulièrement complexes (qui ont des implications fiscales et nécessitent une projection de l'évolution notamment concernant les revenus d'activité, la longévité et les taux d'intérêt), et représentent une source de revenus de plus en plus importante pour les retraités, ce qui accroît leur impact potentiel sur les marchés de capitaux au niveau mondial. En outre, un certain nombre d'évolutions démographiques et sociales – notamment l'amélioration de l'espérance de vie et l'essor des régimes de retraite à cotisations définies permettant un choix individuel – accentuent les risques auxquels sont confrontés les individus en matière de pensions privées.

Or, les consommateurs ont non seulement un faible niveau de connaissances financières en général, mais leur compréhension et leur connaissance des pensions et des plans d'épargne retraite laissent souvent à désirer. D'après les enquêtes analysées, les pensions et les plans d'épargne retraite – bien qu'ils revêtent une importance vitale pour le bien-être des individus et la stabilité de l'économie – figurent au nombre des produits financiers les moins bien compris. De plus, ces enquêtes indiquent que les individus n'épargnent pas suffisamment pour s'assurer un revenu adéquat à la retraite et que, souvent, ils n'épargnent pas à bon escient.

Ce rapport examine en détail les nouveaux besoins en éducation financière relative à l'épargne-retraite et aux pensions en s'attachant spécialement au type de revenus pour la retraite et aux éléments clés sous-jacents à la nécessité grandissante des connaissances financières dans ce domaine. Sont ensuite abordés, le rôle que l'éducation financière peut jouer afin d'améliorer la compréhension du contexte des retraites et de l'investissement, de rehausser la capacité des intermédiaires et fiduciaires financiers est également discuté, ainsi que le fait que l'éducation financière doit être combinée avec d'autres outils pour atteindre ces objectifs (incluant la communication, l'affiliation automatique, le nombre de choix et leur

formulation, l'utilisation de choix par défaut). Un éventail de programmes sur l'éducation financière entrepris dans les pays de l'OCDE est ensuite présenté, ainsi qu'une première analyse de leur efficacité. Le rapport se termine par une série de premières conclusions et de leçons apprises.



Extrait de :

Improving Financial Education and Awareness on Insurance and Private Pensions

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264046399-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Résumé », dans *Improving Financial Education and Awareness on Insurance and Private Pensions*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264046412-15-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.